

par **PIERRE Ricot**, IPEDH

Bref coup d'œil sur la situation générale du pays

Près de 47% des Haïtiens vivent sous le seuil de la pauvreté. Un haïtien sur trois seulement bénéficie d'un emploi régulier et, sur une population d'environ 3 millions d'habitants en âge de travailler, ils sont 2 millions sans travail ou devant se contenter d'un petit boulot dans le secteur informel.

Le salaire minimum en Haïti est de 200 gourdes, soit 3,80 \$ par jour. Mais tout le monde ne reçoit pas ce salaire minimum. En moyenne, un Haïtien vit avec moins de 1 \$ par jour. Or la vie est chère et les prix ne cessent de flamber.



Haïti est sans perspective d'emplois, alors que chaque année près de 150 000 jeunes entrent dans la population active. Il est facile de comprendre pourquoi 80% des personnes ayant un niveau de licence abandonnent le pays.

Par ailleurs, des mesures économiques drastiques viennent d'être prises par le gouvernement actuel sur les rapports d'échanges commerciaux avec la République Dominicaine. 23 produits dominicains doivent entrer au pays par la voie maritime. Ces mesures ont de sérieuses conséquences pour les Haïtiens. Le prix des matériaux construction et de certains produits alimentaires augmentent énormément. Et comme ces mesures vont freiner à court terme les recettes au niveau de la douane haïtien-dominicaine, donc moins d'argent pour le budget de l'Etat, le gouvernement a simplement augmenté les taxes à l'intérieur du pays.

En termes clairs, les Haïtiens sont en train de vivre à l'approche des élections du 29 octobre prochain une situation de troubles généralisés.

Entre temps, les enfants et les familles souffrent énormément.



La question alimentaire est préoccupante. Les cultivateurs ont perdu presque toutes les récoltes escomptées la saison dernière, faute de pluie. Plus d'un mois après la rentrée des classes, beaucoup d'élèves sont encore dans les rues ou restent à la maison. Les parents n'ont pas les moyens de payer les frais scolaires. Le programme de scolarisation gratuite et obligatoire (PSUGO) du président Martelly s'arrête cette année. Les écoles au PSUGO sont à nouveau payantes.

Au lieu d'encadrer la population, le gouvernement a préféré augmenter les taxes. Les enfants déshérités d'Haïti se trouvent dans une impasse alimentaire et scolaire.

L'espoir et le sourire deviennent choses rares en Haïti.

Analyse de la situation politique et économique d'Haïti avant les élections du 25 octobre 2015

Les élections demeurent la voie incontournable dans tout pays se réclamant de la démocratie. Bien que les élections soient une activité politique, elles se mesurent à travers la loi. Une loi électorale est requise pour établir la confiance et fixer les limites des différents acteurs. Mais en Haïti, tout cela est bafoué.

Les postes électifs en Haïti attirent de plus en plus les Haïtiens. De la Section Communale à la Présidentielle en passant par les Législatives, les candidats sont légion. Beaucoup de candidats au niveau des collectivités territoriales n'ont jamais travaillé de leur vie. Nombreux sont ceux qui n'ont pas achevé leurs études classiques, voire fait des études supérieures. Gagner aux élections devient une passion pour chaque candidat. Celui qui est populaire souhaite être le gagnant, tout comme celui qui est dans l'ombre. Et tout le monde est prêt à faire n'importe quoi au jour des élections, avant la publication des résultats, mais aussi après.

Mais qui sont vraiment les personnes intéressées aux élections en Haïti?

Le taux de la participation aux élections permet de se faire une idée. Le département de l'Ouest, où se trouve la capitale Port-au-Prince, a accusé un taux de participation de 10% aux législatives du 9 août 2015, selon les statistiques du CEP. Le taux de participation nationale a été de 18%. Cependant, l'annonce de ce taux de 18% a été accueilli avec une grande surprise par plus d'un car les observateurs de ces élections avaient prédit un taux de participation inférieur au regard des constats dans les différents bureaux de vote à travers le pays. Si le département de l'Ouest a accusé le plus faible taux de participation, le Nord-Est a été champion avec un taux de 37%, toujours selon le CEP.

Toutefois, même s'il faut faire confiance au taux de participation du CEP, on peut admettre que plus de 80% des personnes sur la liste électorale ont boudé les élections législatives du 9 août 2015 dernier. Donc seul un petit groupe de personnes font de la politique en Haïti. Et pour atteindre leur but, ils sont prêts à payer le service des marginaux de la société pour obtenir le silence des citoyens, et font des forfaits contre la nation.

Quelles prévisions peut-on faire par rapport aux élections à organiser dans environ seulement deux semaines au pays ?

Beaucoup de candidats participant aux dernières législatives et plusieurs candidats pour la présidentielle à venir ont gagné les rues peu après les joutes du 9 août 2015. Ils manifestaient leur colère par rapport à l'incapacité du CEP qui n'a pas su prendre les meilleures décisions pour éviter ce drame électoral. En effet, les élections du 9 août ont été une grande tragédie en Haïti. Les caméras des **chaines de télévision ont montré les scènes de violences** dans les centres de vote, sans que la PNH n'ait été en mesure de freiner celles-ci. Dans beaucoup de communes, le CEP a dû annuler les élections, **c'était le cas de Cite-Soleil par exemple**. Des gens armés, surtout proches du pouvoir, ont saccagé les centres de vote et ont procédé au bourrage d'urnes.

Personne ne pouvait imaginer que les législatives pouvaient susciter autant de troubles ! Le 25 octobre prochain seront organisées les élections pour le 2^{ème} tour des législatives, les élections pour les administrations communales et la présidentielle.

D'une part, rien n'est totalement sûr quant à la tenue de ces élections, car plus d'un exige d'annuler ces élections et la formation d'un gouvernement de transition.

D'autre part, et c'est plus grave, une crise postélectorale redoutable plane sur le pays si ces élections se tiennent à la date prévue.